

# 10 RAISONS DE S'EN PRENDRE À LA FNSEA

## -1- 11 FÉVRIER 2022

La FNSEA freine la transition écologique du secteur agricole. À la question « Quels sont vos plus gros sujets de mécontentement ? », la présidente de la FNSEA répond : « Incontestablement [arrêter] les **pesticides**. Les décisions sur le **glyphosate** en particulier, ont été catastrophiques et le débat reste électrique. Le ministre de l'Agriculture a bien renversé la vapeur sur les **néonicotinoïdes** au nom de la souveraineté, mais le pendant à cette disposition a été le plan pollinisateur ». Le plan national pollinisateur 2021-2026 porté par les ministères de la Transition écologique, et de l'Agriculture et de l'Alimentation, vise à protéger les insectes pollinisateurs sauvages et les abeilles domestiques. Participant à la fécondation des plantes, ces insectes sont indispensables à l'agriculture.<sup>1</sup>

## -2- 23 JANVIER 2022

Liée à 13 des 25 principales organisations représentatives de la filière de la viande, la FNSEA est déclarée plus gros **lobby** en faveur de l'**élevage industriel** d'après une enquête d'un an menée par Greenpeace France. Les principaux **mécanismes d'influence** de la FNSEA s'exercent sur : les textes de loi, les programmes scolaires, la presse jeunesse, les professionnels de la santé, la communauté scientifique, les réseaux sociaux (appropriation des controverses, décrédibilisation des propos de ses opposants, *buzz*, campagnes de publicité massives). Cette influence se traduit également par l'infiltration des grandes écoles, la distribution de kits pédagogiques pour donner envie aux élèves de consommer de la viande, jusqu'à des interventions dans des classes.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> CHAUVEAU Julie, COUGARD Marie-Josée, LAMBERT Christiane, *Interview de Christiane Lambert, présidente de la FNSEA*, Les Echos [en ligne], dernière mise à jour février 2022, <https://www.lesechos.fr/industrie-services/conso-distribution/on-ne-peut-plus-gerer-agriculture-et-environnement-separement-estime-la-presidente-de-la-fnsea-1386385>, consulté en février 2022.

<sup>2</sup> DUCOS Laure, *Comment les lobbies de la viande nous manipulent – pour nous convaincre que l'élevage industriel n'existe pas et que*

## -3- 1<sup>ER</sup> JANVIER 2022

La FNSEA influence la présidence française du Conseil de l'Union européenne. Une influence cohérente avec ces dernières années où les positions défendues à Bruxelles par le gouvernement français ont toujours été alignées sur celles de la FNSEA. En 2020, ont été recensés : 11 lobbyistes de la FNSEA auprès de l'Union européenne (UE), 150 000 euros de dépenses déclarées de **lobbying auprès de l'UE** et 650 000 euros en France. 17 rendez-vous avec des hauts responsables de la Commission européenne ont été accordés à la FNSEA depuis 2014.<sup>3</sup>

## -4- 14 DÉCEMBRE 2021

La FNSEA manifeste devant le Conseil d'État pour protester contre un projet de loi visant à protéger la population des **épandages chimiques**. Appliquant le principe de précaution, ce projet augmenterait la distance réglementaire entre les habitations et les zones d'épandage de pesticides suspectés d'être **cancérogènes, mutagènes ou toxiques**. Cette loi pourrait également intégrer l'obligation d'informer la population concernée en amont des épandages.<sup>4</sup>

## -5- 23 SEPTEMBRE 2021

Clôture du 75<sup>ème</sup> congrès de la FNSEA à Niort par le ministre de l'Agriculture exprimant son soutien aux **préoccupations de la FNSEA**. Le ministre critique ainsi publiquement la stratégie «**Farm to fork**» adoptée par le parlement européen. «**De la ferme à la fourchette**», cette stratégie vise une réduction de 50% des pesticides et de 20% des engrais, une baisse de 50% des ventes d'antimicrobiens pour les animaux d'élevage, et l'allocation d'un quart des terres cultivées à l'agriculture biologique à échéance 2030.<sup>5</sup>

*consommer moins de viande n'est pas nécessaire*, rapport Greenpeace France, janvier 2022, pp. 33-34.

<sup>3</sup> CANN Vicky, PETITJEAN Olivier, VERHEECKE Lora, Observatoire des multinationales et Corporate Europe Observatory, *Une présidence sous influence : les priorités biaisées du gouvernement français pour l'UE*, édition Katharine Ainger, décembre 2021, pp. 22-23.

<sup>4</sup> BAZOT Alain, *FNSEA – Nouvelle manifestation honteuse – Billet du président*, Union fédérale des consommateurs-Que choisir [en ligne], dernière mise à jour décembre 2021, <https://www.quechoisir.org/billet-du-president-fnsea-nouvelle-manifestation-honteuse-n97344/>, consulté en février 2022.

<sup>5</sup> JEANNE Delphine, *75<sup>e</sup> congrès de la FNSEA – Avant la présidentielle, le ministre et la FNSEA sur la même ligne*, Terre-net [en ligne], dernière mise à jour septembre 2021, <https://www.terre-net.fr/actualite-agricole/politique-syndicalisme/article/avant-la-presidentielle-le-ministre-et-la-fnsea-sur-la-meme-ligne-205-201830.html>, consulté en février 2022.

## -6- OCTOBRE 2019 - JUIN 2020

**Ingérence** de la FNSEA dans les travaux menés par la **Convention citoyenne pour le climat** organisée par la République Française et constituée de 150 citoyen.ne.s tiré.e.s au sort. La présidente de la FNSEA se réjouit publiquement de cette influence en déclarant sur les réseaux sociaux au moment de la discussion du projet de loi Climat et résilience à l'Assemblée (mars 2021), projet de loi dans le prolongement de la Convention citoyenne : « Depuis la proposition d'une taxe sur les **engrais azotés** par la Convention citoyenne pour le climat, la FNSEA a dénoncé la distorsion de charge avec (les autres pays de) l'Union européenne. Résultat : pas de taxe au 1<sup>er</sup> janvier 2022 ».<sup>6</sup>

## -7- OCTOBRE 2019

Suite aux injonctions de la FNSEA, le ministère de l'Intérieur annonce la **création de Déméter**, « cellule nationale de suivi des atteintes au monde agricole » pilotée par la gendarmerie, en réponse à l'*agribashing*, ce dénigrement systématique dont se plaint principalement la FNSEA.<sup>7</sup>

## -8- 24 JANVIER 2019

La FNSEA fait changer de position le président de la République concernant l'arrêt du glyphosate. Après avoir publié le 27 novembre 2017 sur les réseaux sociaux dans les premiers mois de son mandat : « J'ai demandé au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour que l'**utilisation du glyphosate** soit interdite en France dès que des alternatives auront été trouvées, et au plus tard dans 3 ans. #MakeOurPlanetGreatAgain », le président revient en 2019 sur son engagement en déclarant : « Je sais qu'il y en a qui voudraient qu'on interdise tout du jour au lendemain. Je vous dis : pas faisable et ça tuerait notre agriculture. ».<sup>8</sup>

<sup>6</sup> Agence France-Presse, *Loi climat : des lobbies très présents, malgré une part de « fantasmes »*, Le Point [en ligne], dernière mise à jour mars 2021, [https://www.lepoint.fr/societe/loi-climat-des-lobbies-tres-presents-malgre-une-part-de-fantasmes-27-03-2021-2419647\\_23.php](https://www.lepoint.fr/societe/loi-climat-des-lobbies-tres-presents-malgre-une-part-de-fantasmes-27-03-2021-2419647_23.php), consulté en février 2022.

<sup>7</sup> BARRAU Aurélien, BURGAT Florence, DEL AMO Jean-Baptiste (tribune), *Le gouvernement entend museler les lanceurs d'alerte sur la question animale*, Le Monde [en ligne], dernière mise à jour décembre 2019, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/12/18/le-gouvernement-entend-museler-les-lanceurs-d-alerte-sur-la-question-animale\\_6023253\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/12/18/le-gouvernement-entend-museler-les-lanceurs-d-alerte-sur-la-question-animale_6023253_3232.html), consulté en février 2022.

<sup>8</sup> VIGNAL François, *Glyphosate : « L'influence du lobby de la FNSEA fait faire marche arrière à Macron »*, Public Sénat [en ligne], dernière mise à jour janvier 2019, <https://www.publicsenat.fr/article/politique/glyphosate-l-influence-du-lobby-de-la-fnsea-fait-faire-marche-arriere-a-macron>, consulté en février 2022.

## -9- 2017 - 2022

En réponse aux besoins d'irrigation de l'agriculture intensive, un projet de creusement de 19 réserves d'eau artificielles – des « **méga-bassines** » – est lancé en 2011. Leur implantation est prévue principalement dans le département des Deux-Sèvres (79). Alimentées par le **pompage des nappes phréatiques et des cours d'eau**, ces méga-bassines sont contestées (une quinzaine de manifestations en Deux-Sèvres depuis novembre 2017). L'implantation de méga-bassines est soutenue par la FNSEA ainsi que par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Le 23 septembre 2021, au lendemain d'une manifestation à Niort contre les méga-bassines, la présidente de la FNSEA interpelle ainsi le ministre de l'Agriculture : « Hier nous avons entendus [...] la clameur hostile monter autour du projet des bassines. [...] Monsieur le ministre, imposez avec autorité l'application des décisions administratives et soyez ferme pour empêcher la naissance de nouvelles ZAD dans les Deux-Sèvres ou ailleurs ». Le président de la FNSEA 79 renchérit, déclarant : « Des actions de force ou de rébellion sont antidémocratiques ».<sup>9</sup>

## -10- 29 NOVEMBRE 2017

La présidente de la FNSEA obtient le « **prix de la femme d'influence politique** » face à la garde des Sceaux, la ministre des Transports et la ministre des Solidarités et de la Santé.<sup>10</sup>



**extinction  
rebellion**

<sup>9</sup> LASSAILLE Alexandra, AFP, *Julien Denormandie : les bassines sont nécessaires car il n'y a « pas d'agriculture sans eau »*, Franceinfo [en ligne], dernière mise à jour septembre 2021, <https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/deux-sevres/niort/julien-denormandie-les-bassines-sont-necessaires-car-il-n-y-a-pas-d-agriculture-sans-eau-2264224.html>, consulté en février 2022.

<sup>10</sup> THOMAS Laure, *Christiane Lambert (FNSEA) obtient le prix de la femme d'influence politique*, Public Sénat [en ligne], dernière mise à jour novembre 2017, <https://www.ouest-france.fr/economie/agriculture/christiane-lambert-fnsea-obtient-le-prix-de-la-femme-d-influence-politique-5412193>, consulté en février 2022.